

Mettre en danger la sécurité énergétique ?

Loi sur le gaspillage de l'électricité

NON

Loi fédérale sur le climat LCI

Trop extrême et beaucoup trop cher

Le 18 juin, nous voterons sur la loi sur le gaspillage de l'électricité. Bien que nous ayons déjà trop peu d'électricité, la conduite automobile et le chauffage ne seraient plus possibles qu'à l'électricité, ce qui signifie une augmentation massive des besoins en la matière et des coûts supplémentaires de plusieurs milliers de francs par ménage. Le paysage serait recouvert de panneaux solaires et d'éoliennes et malgré ça, l'approvisionnement électrique à un prix abordable ne serait même pas suffisant en hiver.

La loi extrême sur le gaspillage de l'électricité nous conduira, de fait, à l'interdiction de l'essence, du mazout, du diesel et du gaz, qui représentent pourtant 60 % de notre consommation d'énergie aujourd'hui. En tant que citoyen, je me pose deux questions : comment cela peut-il fonctionner ? Combien vais-je devoir payer, au final ?

Des milliers de francs de coûts supplémentaires par ménage

Rénovations coûteuses, nouvelles voitures électriques, extension des réseaux d'acheminement, coûts énergétiques

beaucoup plus élevés : selon une étude, la transformation de l'approvisionnement énergétique, qui ne tient pas compte de la réalité, entraînera des coûts d'au moins 387 milliards de francs.

Ces montants donnent le vertige. L'EPFL a calculé que les coûts de l'énergie vont tripler pour atteindre 9'600 francs par personne et par an ; cela représente 550 francs de frais supplémentaires par mois ! Qui peut se le permettre ? Les revenus ordinaires, les familles, les retraités, les jeunes, les locataires souffrent déjà aujourd'hui des

prix élevés de l'électricité et de l'énergie. Les propriétaires de logements seront contraints de procéder à des rénovations coûteuses et nombre d'entre eux ne seront plus en mesure de payer leur logement. Pour les locataires, ça sera encore pire : ces rénovations très onéreuses et forcées seront inéluctablement répercutées sur leurs loyers, qui prendront encore l'ascenseur !

Cela ne fonctionne pas

Comment allons-nous remplacer environ 60 % des besoins énergétiques de la Suisse par de l'électricité ? Selon les calculs, il faudrait pour ce faire environ

5'000 éoliennes supplémentaires et 70 millions de mètres carrés d'installations solaires. Cela ne peut se faire sans une dégradation significative de la nature et du paysage. Malgré tout cela, les besoins électriques en hiver ne seront de loin pas couverts par l'énergie solaire et éolienne. La crise actuelle nous montre également qu'on ne peut pas compter sur les importations pour pallier ces manques.

La Suisse aurait besoin de 30 nouvelles centrales de pompage-turbinage comparables à celle du Grimsel ; il faudrait donc construire chaque année un nouveau barrage de même calibre jusqu'en

2050, ce qui est complètement irréaliste. Rappelons que les associations écologistes de gauche ont déjà empêché pendant 20 ans l'élévation du barrage existant du Grimsel.



CONSÉQUENCE :
L'abandon à l'aveugle des sources d'énergie fossiles met en danger la sécurité de notre approvisionnement ! La loi sur le gaspillage de l'électricité est irréaliste et extrêmement trop coûteuse.

Il est totalement irréaliste de réduire de moitié la consommation d'essence, de diesel, de pétrole et de gaz d'ici 2031



Page **3**

Refusons l'enlaidissement de la nature



Page **5**

Subir à la fois des prix de l'énergie encore plus élevés et une pénurie d'électricité ?



Page **6-7**

La loi sur le gaspillage de l'électricité renchérit les prix du logement pour tous



Page **9**

Les émissions totales de CO₂ en Suisse représentent 0,1 % des émissions mondiales de CO₂ !



Page **11**

Non à l'explosion des factures d'électricité

La loi sur le gaspillage de l'électricité engendrera des coûts de 387 milliards de francs. Les coûts énergétiques par personne et par an passeront de 3'000 à 9'600 francs. Votez donc Non le 18 juin !



Marco Chiesa, conseiller aux Etats, économiste d'entreprise, président de l'UDC Suisse, Ruvigliana (TI)

La loi sur le gaspillage de l'électricité est mensongère et coûteuse. Mensongère parce qu'elle promet la sécurité de l'approvisionnement en théorie, mais conduit à l'inverse dans la pratique. En effet, l'électricité se fait déjà rare aujourd'hui et la nouvelle loi aggravera encore massivement la pénurie grandissante. Le chauffage et la conduite automobile ne seront plus possibles qu'à l'électricité, ce qui augmentera énormément les besoins en électricité.

La loi aggrave la crise

L'immigration incontrôlée et l'explosion démographique augmentent encore davantage la consommation d'électricité. Il est donc prévisible que la loi sur le gaspillage de l'électricité entraînera des pénuries d'électricité et des blackouts, non sans conséquences désastreuses pour l'économie et la société.

Des milliards de francs à la charge de la population

La loi sur le gaspillage de l'électricité est également extrêmement coûteuse et fera exploser les coûts de l'énergie. Les propriétaires de logements seront contraints de mettre hors services les chauffages au mazout ou au gaz fonctionnels ; ils pourront également être contraints de procéder à des rénovations onéreuses. La loi sur le gaspillage de l'électricité coûtera ainsi un titanesque total de 387 milliards de francs à la population suisse.

Tout sera plus cher et le pouvoir d'achat diminuera encore davantage

Si la loi sur le gaspillage de l'électricité devait être acceptée, les coûts énergétiques annuels par habitant seraient multipliés, passant de 3'000 francs aujourd'hui à 9'600 francs ; c'est ce que montre une étude de l'EPFL. Les ménages seraient doublement pénalisés : outre les coûts beaucoup plus élevés de l'électricité et de l'énergie, les prix à la consommation augmenteraient également. La population, qui travaille dur, verrait ainsi son pouvoir d'achat fondre comme neige au soleil. La Confédération a déjà accumulé des milliards de dettes à cause des mesures anti-Covid-19. La coûteuse et mensongère loi sur le gaspillage de l'électricité est la dernière chose dont nous avons besoin. Le 18 juin, votez NON à l'explosion des factures d'électricité !

Impressum:

NEWS ENERGY | NEWS ENERGY est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 1'133'444 | Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général | Case postale | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | info@udc.ch | www.udc.ch | Conception et graphisme: GOAL AG für Werbung und Public Relations | Sources des images: iStockphoto, www.parlament.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich AG.

Attention : ce journal n'est ni une publicité ni une réclame, mais une information politique. C'est pourquoi il peut être distribué dans les boîtes aux lettres sur lesquelles se trouve un autocollant « Stop publicité ». Nous vous remercions de votre compréhension.

Sans électricité, le chaos menace

La numérisation prend une place de plus en plus importante dans notre quotidien. Sans un approvisionnement électrique sûr et abordable, nous risquons le chaos et la perte de prospérité dans tous les domaines de la vie.

Nous avons presque tous un smartphone. Nous utilisons les services numériques au travail ou en privé pour envoyer des e-mails, pour écouter la radio ou la télévision, pour regarder des vidéos en streaming, pour stocker des photos, pour faire des opérations e-banking ou

pour les entreprises qui dépendent des données stockées en Suisse.

La stabilité menacée ?

Pour que le trafic de données numériques fonctionne 24 heures sur 24, il faut des centres de données qui restent

« Cette loi met en danger l'avenir numérique de notre pays. On veut interdire environ 60 % de nos sources d'énergie sans avoir de plan B pour couvrir les besoins supplémentaires massifs en électricité. »

pour effectuer des recherches. Sans les services numériques, nos soins de santé s'effondreraient, aucun Bancomat ne fonctionnerait, les denrées alimentaires ne pourraient être acheminées tôt le matin dans les magasins.

disponibles. En matière numérique, la Suisse est d'une grande importance par rapport à d'autres pays européens, grâce à notre stabilité politique et économique et à nos normes de sécurité élevées.

Je travaille depuis de nombreuses années dans ce domaine en tant qu'entrepreneur. Les clients, en Suisse comme à l'étranger, apprécient la Suisse parce que leurs données y sont protégées et qu'ils peuvent mener leurs affaires dans un environnement stable. Nous ne devons pas mettre en péril cette stabilité.

La demande de services numériques va encore augmenter à l'avenir. Une alimentation électrique sûre et stable sera donc encore plus importante pour garantir la disponibilité des données et de ces services.

Des conditions comparables à l'Afrique ?

Malheureusement, la loi sur le gaspillage de l'électricité sape précisément ces facteurs de succès déterminants pour la Suisse. Cette loi met en danger l'avenir numérique de notre pays. On veut interdire environ 60 % de nos sources d'énergie sans avoir de plan B pour couvrir les besoins supplémentaires massifs en électricité.

Cette politique à l'aveugle met en péril notre sécurité d'approvisionnement électrique. Voulons-nous des coupures de courant et un rationnement de l'électricité, comme on peut en voir en Afrique ? Pour ma part, je n'en veux pas et c'est pourquoi un NON clair est nécessaire le 18 juin.

Franz Grüter, conseiller national, entrepreneur IT, Eich (LU)



Franz Grüter, en bref

Franz Grüter est conseiller national et président de la Commission de politique extérieure. De 2008 à 2016, il a été CEO du prestataire de services informatiques Green Datacenter AG. Depuis 2016, il est président du conseil d'administration du groupe Green. Green Datacenter AG est un prestataire de premier plan en Suisse pour les centres de calcul de haute sécurité.

NON à une loi sur la protection du climat qui n'est ni planifiée ni réfléchie et qui se fait sur le dos de l'industrie



Interview avec Casimir Platzer, président GastroSuisse

Monsieur Platzer, vous aussi, vous appelez à voter Non à la loi sur le climat le 18 juin ! Le climat vous importe-t-il peu, à vous et à l'hôtellerie-restauration ?

Il ne fait aucun doute que la protection du climat doit être prise au sérieux. Nous devons pouvoir planifier un avenir avec le moins d'émissions de gaz à effet de serre possible. C'est pourquoi un objectif net zéro est en soi une bonne chose, même s'il est très ambitieux.

Mais, il y a un « mais »...

La question cruciale

est la suivante : comment allons-nous atteindre cet objectif ? Tant que la politique n'aura pas de réponse adéquate et

surtout réaliste, toute tentative sera vouée à l'échec.

Pourquoi pensez-vous que cette politique est vouée à l'échec ?

La nouvelle loi sur la protection du climat prévoit en fait l'interdiction des énergies fossiles d'ici 2050. Les énergies fossiles représentent environ 60 % des besoins énergétiques de la Suisse. Nous avons déjà du mal à remplacer les centrales nucléaires existantes. Il n'existe aujourd'hui aucun scénario réaliste permettant de couvrir les besoins énergétiques de la Suisse dans un avenir prévisible sans nucléaire ni énergies fossiles.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'approvisionnement énergétique de la Suisse ?

Globalement, l'interdiction sans aucune vision des énergies fossiles représente un risque trop élevé pour la sécurité énergétique. Les besoins en électricité augmenteront massivement si les énergies fossiles disparaissent. Les derniers mois nous ont montré que nous ferions bien, en Suisse, d'être aussi

indépendants que possible en matière de politique énergétique. Tant que le Parlement ne pourra pas présenter des

plans fiables et crédibles dans ce domaine, tous ces objectifs inscrits dans la loi seront un non-sens.

Quelles seraient les conséquences de cette nouvelle loi sur l'hôtellerie et la restauration ?

Selon ce projet, toutes les entreprises de Suisse devront atteindre zéro émission de CO₂ d'ici 2050 au plus tard. Avec de telles directives, une majorité du Parlement prouve qu'elle a perdu tout lien avec l'économie. Le projet de loi ne fournit aucune réponse sur la manière dont chacune des 30'000 entreprises de l'hôtellerie et de la restauration pourra atteindre cet

objectif, et encore moins prouver qu'elle l'a atteint.

À quelles conséquences financières vous attendez-vous ?

Les prix de l'électricité devraient littéralement exploser. Les offres de l'hôtellerie-restauration sont très gourmandes en énergie. Les repas doivent être cuisinés et les salles de restaurant ainsi que les chambres d'hôtel doivent être chauffées. Les marges dans l'hôtellerie-restauration sont déjà très faibles. A cela s'ajoutent les coûts d'investissement élevés que cette loi nous impose. De nombreux établissements vont probablement mettre la clé sous la porte.

A propos de nous

GastroSuisse est la fédération de l'hôtellerie et de la restauration en Suisse. Nous représentons les intérêts de l'hôtellerie-restauration et promouvons l'image de la branche. Nous nous engageons pour la formation professionnelle et la qualité.

Avec des produits et des services orientés vers l'avenir, nous soutenons notre branche professionnelle dans son développement.

Près de 20'000 membres, dont environ 2'500 hôtels, organisés dans 26 associations cantonales et cinq groupes spécialisés, font de GastroSuisse la plus grande association patronale de l'hôtellerie-restauration de Suisse.

GASTROSUISSE

Verband für Hotellerie und Restauration
Fédération pour l'Hôtellerie et la Restauration
Federazione per l'Albergheria e la Ristorazione
Federazioni per la Hotellaria e la Restaurazione
Federation for Hotels and Restaurants

www.gastrosuisse.ch/fr



Interview

Magdalena Martullo-Blocher

Conseillère nationale et entrepreneure,
cheffe de l'entreprise Ems-Chemis AG



Magdalena Martullo-Blocher, cheffe de l'entreprise Ems-Chemie a été deux fois élue « Entrepreneur de l'année » en Suisse. Elle met en garde contre les conséquences négatives de la loi sur le gaspillage de l'électricité pour la place économique suisse, pour la sécurité d'approvisionnement et pour notre stabilité.

Il est totalement irréaliste de réduire de moitié la consommation d'essence, de diesel, de pétrole et de gaz d'ici 2031

Madame Martullo, seuls des sceptiques irresponsables du changement climatique peuvent rejeter la loi sur le climat (LCI). Vous avez vous-même des enfants – vous moquez-vous de leur avenir et de la fonte des glaciers ?

La loi ne résout rien. Elle exige que la consommation d'essence, de diesel, de pétrole et de gaz soit réduite de moitié en seulement huit ans. Nous sommes contraints de mettre à la casse des voitures en parfait état, de jeter des chauffages en état de marche et de rénover des maisons et des appartements. Et au final, nous nous retrouvons finalement sans électricité. C'est irresponsable !

Votre entreprise, le groupe Ems, a remplacé le gaz par la biomasse il y a 15 ans déjà et, depuis 2020, tous ses sites sont exempts de CO₂. Malgré cela, vous refusez la loi sur le gaspillage de l'électricité. Pourquoi ?

Les énergies fossiles représentent 60 % de la consommation en Suisse. Des alternatives de cet ordre de grandeur ne seront pas disponibles de sitôt. Notre pénurie d'électricité actuelle doublera. Le renchérissement des prix de l'énergie et des pannes de réseau en seront les conséquences. Pour le groupe Ems, la dernière panne de courant nous a coûté 1 million de francs !

Dans votre argumentaire, vous parlez d'une interdiction de l'essence, du diesel, du mazout et du gaz, respectivement d'une interdiction des moteurs à essence et des moteurs diesel. Or, aucune interdiction de ce type ne figure dans la loi. C'est de la pure propagande anxigène !

« 60 % de nos moyens énergétiques seront interdits sans alternative. »

La loi dit que la Confédération doit réduire de moitié les énergies fossiles à partir de 2031 et les éliminer définitivement d'ici 2050. Pour cela, il faudra des interdictions,

car tout cela coûte très cher et personnellement ne le fera volontairement ! Alors oui, il s'agit bel et bien d'interdictions.

L'essence, le diesel et le mazout ne peuvent-ils pas être remplacés par des carburants synthétiques ?

Non, ces technologies ne sont pas encore disponibles en grandes quantités et coûtent extrêmement cher. Ce n'est pas réalisable à l'horizon prévu par la loi.

La loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique – c'est le nom officiel de la loi – conduit, comme son nom l'indique, au renforcement de la sécurité énergétique. Pourquoi la combattre ?

Parce que c'est exactement le contraire qui se produit ! 60 % de nos moyens énergétiques seront interdits sans al-

ternative. On parle de sécurité, mais on crée de l'insécurité. Avec la stratégie énergétique 2050 aussi, on a bâti une politique sur une utopie – et finalement on a sacrifié la sécurité d'approvisionnement !

« Si nous renoncions aux énergies fossiles, nous devrions construire environ 3'000 grandes centrales solaires dans les Alpes ! »

Depuis des mois, on nous dit que nous sommes en pleine crise énergétique et que tout le monde doit économiser l'électricité, mais la pénurie n'a jamais été perceptible. Cette prétendue pénurie d'électricité n'est-elle pas totalement exagérée ?

Des stocks de gaz pleins, un hiver doux et une centrale à gaz de réserve nous ont permis d'éviter un blackout. Mais les charges de tout le monde ont fortement augmenté. S'il devait manquer 60 % de l'énergie, les prix exploseraient !

Depuis quelques années déjà, notre pays ne peut pas se passer d'impor-

tations d'électricité en provenance de nos voisins, surtout pendant les mois d'hiver. Pourquoi ne pourrions-nous pas continuer à compter dessus à l'avenir ?

Parce que les pays voisins manquent eux-mêmes d'électricité. De plus, 40 % de l'électricité de l'UE est produite avec du charbon et du gaz, des modes de production qui seront alors interdits chez nous.

L'UDC met en jeu la sécurité d'approvisionnement en se montrant intransigeante sur l'éventuel accord sur l'électricité avec l'UE. L'idéologie empêche-t-elle ici de trouver de bonnes solutions ?

Accord ou pas, les pays de l'UE fourniront de l'électricité s'ils en ont. S'ils n'en ont pas, ils n'en fourniront pas.

Actuellement, des milliards de francs vont à l'étranger pour l'achat de pétrole et de gaz, nous sommes dépendants de pays comme la Russie ou le Qatar. En revanche, en produisant de l'énergie grâce au photovoltaïque et à l'éolien, nous sommes indépendants et gardons la valeur ajoutée chez nous. Ne serait-ce pas mieux ?

Les cellules photovoltaïques et les éoliennes sont presque exclusivement produites en Chine, avec un impact environnemental important. Si nous renoncions aux énergies fossiles, nous devrions construire environ 3'000 grandes centrales solaires dans les Alpes !

La nouvelle loi apporte pourtant des milliards de commandes à notre économie. Vous qui représentez l'économie, ne voulez-vous pas de commandes pour ces entreprises ?

Je n'en vois pas, sauf peut-être dans le secteur de l'installation. Inversement, les industries existantes en Suisse partiraient en raison des coûts élevés de l'énergie et de l'incertitude sur l'approvisionnement.

L'année dernière, les prix de l'électricité et de l'énergie ont massivement augmenté – comment évaluez-vous l'évolution des prix pour l'année en cours ?

Les prix vont encore augmenter d'ici l'hiver prochain, car l'approvisionnement n'est pas garanti.

Vous dites que la loi sur le gaspillage de l'électricité entraîne une explosion des coûts. Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour la population et l'économie ?

Des études prévoient près de 400 milliards de francs d'augmentation, ce qui représente 6'600 francs d'augmentation des coûts énergétiques par personne et par an. Nous devons absolument rejeter cette loi !



Mettre en danger la sécurité énergétique ?

Silvan Gaugler,
Fondateur de Gaugler Bäckerei



« Il y a trois ans, l'électricité nous coûtait 5'000 francs par an, aujourd'hui, elle nous coûte 17'000 francs. Nous ne pouvons pas répercuter ces surcoûts massifs sur les clients, sinon ils iront acheter à l'étranger ou chez les grands distributeurs. »



Retraités ? voici ce qui vous attend !



La loi sur le gaspillage de l'électricité rend la vie et les logements des personnes âgées encore plus chers qu'avant.

Les personnes âgées font partie d'une génération qui est plutôt économe en matière de nourriture, de chauffage, d'éclairage, etc. La menace d'une pénurie d'électricité et l'appel à ne plus chauffer son logement qu'à 19 ou 20 degrés sont particulièrement contraignants, surtout pour elles. Beaucoup de personnes âgées passent beaucoup de temps dans leur appartement.

« On bétonne inutilement le paysage »

Le lobby éolien « Swiss Eole », subventionné par la Confédération, veut ériger 4'439 éoliennes en Suisse. Dans une interview, Elias Vogt, président de l'association « Paysage Libre Suisse », explique les dangers qui menacent la nature et nos droits démocratiques.



Elias Vogt (27 ans) est président de l'association « Paysage Libre Suisse ». L'association de protection de l'environnement compte huit sections cantonales et régionales ainsi que 45 associations locales affiliées qui s'engagent à informer la population sur les conséquences des projets éoliens.

Monsieur Vogt, d'abord la sortie du nucléaire, maintenant la neutralité carbone. Qu'est-ce que cela a concrètement comme conséquence ?

Le Parlement veut que nous construisions des milliers de nouvelles éoliennes au cours des 12 prochaines années. Le lobby éolien « Swiss Eole », subventionné par l'argent des contribuables, a récemment parlé de 4'439 éoliennes qui devraient trouver place en Suisse.

Quel est l'intérêt de l'énergie éolienne en Suisse ?

La Suisse n'est pas un pays venteux. Si l'on installe la même éolienne en mer

du Nord, elle y produit beaucoup plus d'électricité. En Suisse, le taux d'utilisation des éoliennes est très faible et se situe aux alentours de 20 %. Le nouveau parc éolien du Gothard n'a même qu'un rendement de 10 %. Souvent, les turbines sont à l'arrêt. La production d'électricité éolienne est toujours aléatoire. On bétonne inutilement le paysage.

Où sont prévus la plupart des parcs éoliens en Suisse ?

Dans le canton de Zurich, particulièrement peu venteux. Le directeur des travaux publics, le conseiller d'Etat Martin Neukom (Verts), y prévoit 46 parcs éoliens avec un total de 120 éoliennes. Ce qui est particulièrement grave, c'est que pratiquement tous les parcs éoliens sont prévus en forêt. Pour chaque éolienne, dont la hauteur pourrait atteindre 240 mètres, il faudrait défricher environ l'équivalent d'un terrain de football.

« Le nouveau parc éolien du Gothard n'a même qu'un rendement de 10 % »

On veut donc défricher la forêt pour protéger l'environnement ?

C'est absurde, oui, mais c'est ça. Une éolienne dans la forêt menace surtout les oiseaux et les chauves-souris dans leur principal habitat. Les pales du rotor tournent à une vitesse pouvant atteindre 400 km/h et tuent tout ce qui se trouve sur leur passage. Les turbines ont également un impact



Une politique dénuée de planification et dangereuse : dans le canton de Zurich, où il ne souffle guère de vent, le conseiller d'Etat (Verts) des travaux publics veut créer 46 parcs éoliens avec 120 éoliennes. Pour chaque turbine, il faudrait défricher l'équivalent d'un terrain de football en forêt. C'est complètement inutile puisque le taux d'utilisation des éoliennes ne se situe qu'entre 10 % et 20 % ! Photo : Parc éolien prévu à Bachtel près de Hinwil/ZH. Visualisation sur la base d'hypothèses. @Paysage Libre Zurich. Voir aussi www.windparks.ch

important sur l'homme. On perd d'importantes zones de détente et les éoliennes dévalorisent les propriétés situées autour d'un parc éolien.

Mais la population peut tout de même refuser les parcs éoliens lors de l'assemblée communale ?

Dans le canton de Lucerne, une loi est prévue pour que les communes ne puissent plus décider elles-mêmes si un parc éolien doit être construit chez elles ou non. La même chose est à l'étude dans d'autres cantons. Le peuple ne pourrait ainsi plus voter.

Comment jugez-vous le travail politique au Parlement ?

Le Parlement semble réagir dans la panique. La Constitution est contournée et la protection de l'environnement est tout simplement mise

sous le tapis. Le Conseil fédéral sera habilité à fixer le nombre d'éoliennes qui devront être construites. Jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints, toutes les éoliennes se verront attribuer un statut « d'intérêt national ». C'est grâce à cette étiquette que le Tribunal fédéral pourra ensuite approuver chaque éolienne. La population ne pourra plus s'y opposer.

Que pense votre association de la loi sur la protection du climat ?

L'objectif de la loi est en soi judicieux. Le changement climatique est un fait. Mais cette loi n'indique pas la voie concrète à suivre pour att-

eindre l'objectif de neutralité carbone en harmonie avec l'environnement. Nous ne pouvons pas renoncer à notre biodiversité, à nos forêts et à notre tourisme pour protéger le climat.

Vous redoutez également la mise en œuvre au niveau technique ?

En Allemagne, on voit que pour chaque éolienne, une centrale à gaz doit prendre le relais lorsqu'il n'y a pas de vent. La loi sur la protection du climat veut remplacer les chauffages au mazout, mais ne dit pas comment l'électricité nécessaire sera produite de manière écologique et sans énergies fossiles. Cette loi n'est pas convaincante.

« Pour chaque éolienne, dont la hauteur pourrait atteindre 240 mètres, il faudrait défricher environ l'équivalent d'un terrain de football »

L'exemple de l'Allemagne est édifiant et dissuasif

L'Allemagne a subventionné les énergies renouvelables à hauteur de centaines de milliards d'euros. Aujourd'hui, les ménages allemands paient le deuxième prix le plus élevé au monde pour l'électricité : 48,9 centimes par kWh¹. En Suisse, ce prix est de 21,6 centimes. Un ménage moyen consomme 5'000 kWh par an. En Suisse, cela donne une facture d'électricité de 1'080 francs. Un ménage allemand paie déjà 2'445 francs pour la même consommation. Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, les prix de l'électricité en Suisse vont augmenter massivement.

Le ministre allemand de l'environnement Jürgen Trittin promettait en 2004 que « la promotion des énergies renouvelables ne coûterait qu'un euro par mois à un ménage ». Le leader écologiste rappelle fatalement les fausses déclarations de l'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard (PDC / Le Centre) sur la Stratégie énergétique 2050 : « 40 francs de coûts par ménage et par an ». On le voit aujourd'hui : l'Allemagne, pionnière du tournant énergétique, a lamentablement échoué :

1. L'Allemagne a le deuxième prix de l'électricité le plus élevé au monde ;
2. L'Allemagne a fermé ses centrales nucléaires. En revanche, près d'un tiers de l'électricité allemande provient de centrales au charbon ;
3. L'Allemagne est dépendante de l'énergie provenant de l'étranger : la part des importations nettes dans la consommation d'énergie s'élevait à 64 % en 2021 ;
4. le ministre vert de l'économie Robert Habeck exige des rénovations obligatoires des bâtiments pour un coût de 190'000 à 340'000 euros par logement. De nombreux Allemands craignent pour leur logement. Les rénovations forcées vont massivement renchérir les loyers.

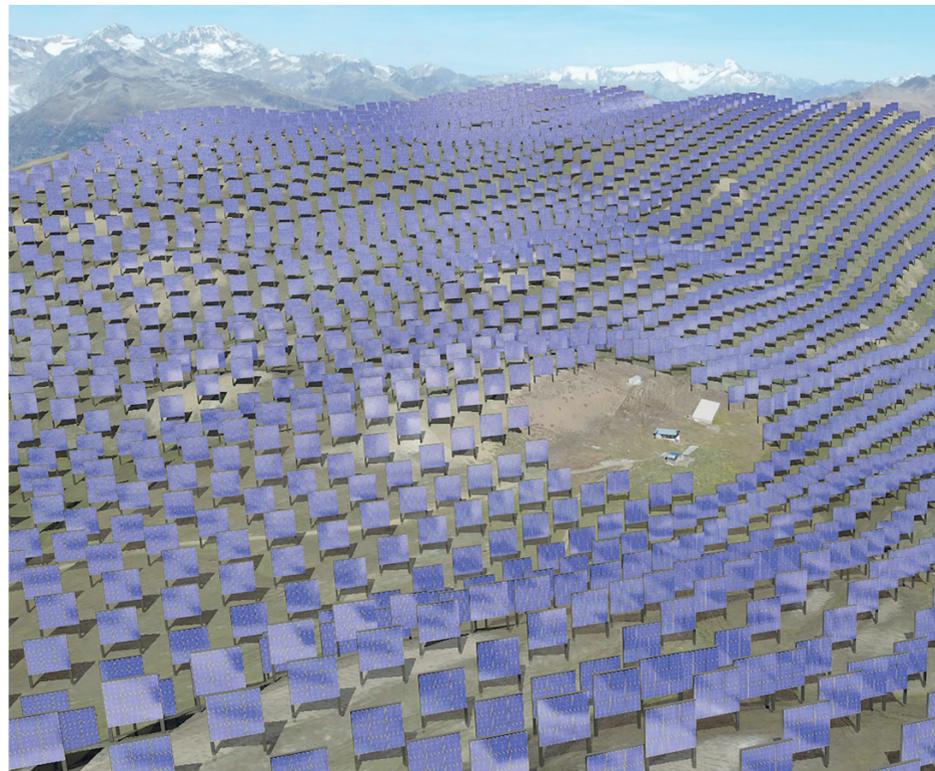
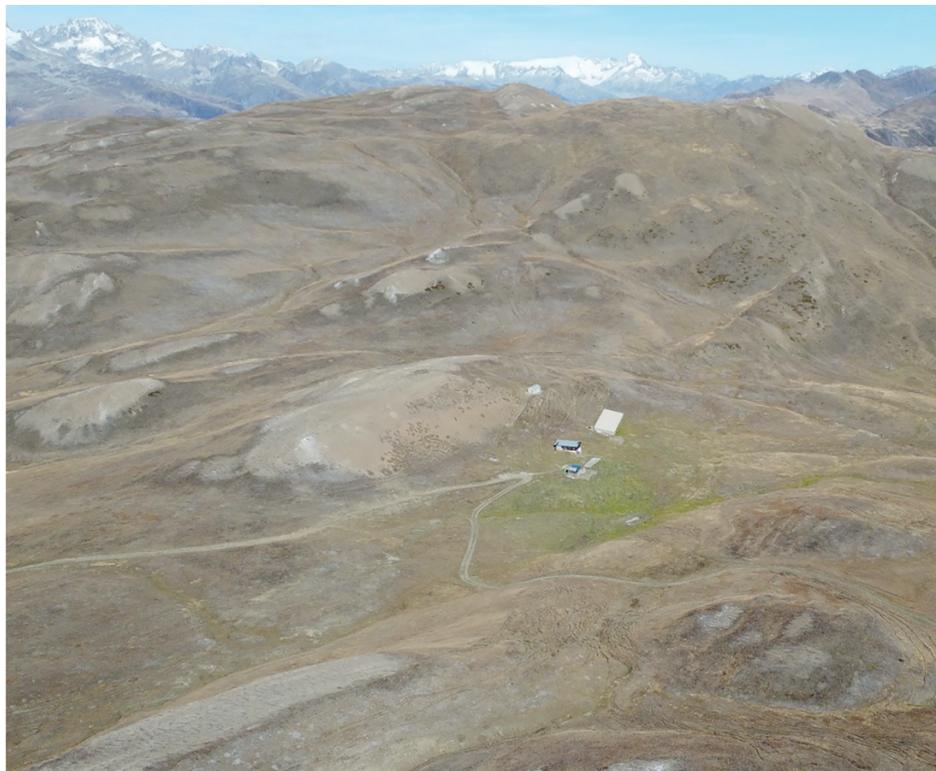


Conséquence :
Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, nous commettons les mêmes erreurs qu'en Allemagne.

¹ Prix de l'électricité pour les ménages privés, juin 2022 : https://de.globalpetrolprices.com/electricity_prices/

Non à la destruction de notre nature

Zéro carbone d'ici 2050 : cela signifie plus d'essence, de diesel et de pétrole. Pour compenser, il faudra démultiplier la consommation de l'électricité. Pour atteindre cet objectif, la gauche rose-verte n'hésite pas à sacrifier la nature et le tourisme.



Avant/après : les conséquences du projet de loi sur le gaspillage de l'électricité. Nous devrions recouvrir d'installations solaires des alpages, des vallées, des pâturages et des prairies intacts. Le jeu en vaut-il la chandelle ?
Voulons-nous vraiment détruire une nature intacte pour une production d'électricité incertaine ?

Copyright: «IG Saffischtal»



Jean-Luc Addor, conseiller national et avocat, Savièse (VS)

Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, nous aurons besoin de beaucoup plus d'électricité à l'avenir. Les utopistes de la gauche rose-verte veulent couvrir les besoins en énergie par des énergies renouvelables. Cela signifierait, par exemple :

- avec l'énergie hydraulique. Cela implique qu'il faudrait construire

de nouveaux barrages et inonder au moins 30 vallées alpines. Des habitants devraient être déplacés.

- avec des installations solaires dans les Alpes recouvriraient des alpages, des vallées de montagne, des pâturages et des prairies intacts.
- avec des éoliennes. Cela signifie qu'il faudrait installer 5'000 (!) éoliennes, dont certaines atteindraient 250 mètres de haut, partout en Suisse. Aujourd'hui, il n'en existe que 41.

Sacrifier la nature et le tourisme ? Notre paysage unique serait totale-

ment défiguré. Les premières victimes seront les animaux sauvages, la biodiversité et les animaux de rente qui paissent. De précieuses terres agricoles et des pâturages seraient également perdus. Jusqu'à présent, la population locale pouvait s'opposer à de telles installations. Aujourd'hui, l'élite de centre-gauche, qui a adopté la loi sur le gaspillage de l'électricité au Parlement fédéral, veut imposer cette extension et limiter la possibilité de se faire entendre démocratiquement.

De plus, sans nos paysages uniques, les touristes ne viendront plus. Par voie de conséquence,

tout un secteur est menacé. En 2021, le tourisme a généré un chiffre d'affaires d'environ 35,4 milliards de francs. La branche offre 3,8% des emplois suisses – ou autrement dit : 4 emplois sur 100 sont liés au tourisme, donc à l'hôtellerie, aux restaurants, aux agences de voyages ou au transport de passagers. Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, des milliards de francs de valeur ajoutée manqueront à notre économie nationale et des dizaines de milliers des plus de 158'000 emplois seront perdus.

« Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, des milliards de francs de valeur ajoutée manqueront à notre économie nationale et des dizaines de milliers des plus de 158'000 emplois seront perdus. »

Malgré tout, nous aurions trop peu d'électricité

Devrions-nous bientôt montrer à nos enfants et petits-enfants les Alpes suisses uniquement sur des photos souvenirs ? Les touristes dev-

ront-ils se contenter de cartes postales historiques ? La population suisse doit-elle vivre cachée sous un réseau dense de lignes à haute tension et d'éoliennes ? Qu'y a-t-il d'écologique à creuser des tranchées dans les forêts pour y construire des installations solaires et des éoliennes aux fondations massives en béton, qui ne fournissent en outre qu'une électricité en alternance peu fiable ? Ces solutions sont si peu fiables que nous manquerions malgré tous ces sacrifices d'électricité en hiver et que nous ne pourrions plus chauffer les logements et les bureaux qu'à une température maximale de 19 degrés.

La loi sur le gaspillage de l'électricité rend l'approvisionnement en électricité très incertain et massivement plus cher. La loi doit être rejetée avec force le 18 juin. Au lieu de sacrifier notre nature, nous avons besoin d'une politique énergétique réaliste.



Mettre en danger la sécurité énergétique ?

Hermann Hess, anc. conseiller national PLR, entrepreneur dans l'immobilier et le tourisme, Amriswil (TG)



« En matière de protection du climat, s'appuyer uniquement sur l'électricité sans savoir d'où elle provient peut mener à la catastrophe. »



Entrepreneurs ?
Voici ce qui vous attend !

- **L'explosion des coûts de l'énergie tordrait le cou de nombreux commerçants et artisans.** Aujourd'hui déjà, les prix de l'électricité ont parfois été multipliés par dix.
- Parallèlement, la mise en œuvre de toutes les mesures possibles et imaginables ne fait que gonfler la bureaucratie, ce qui constitue une charge supplémentaire pour les entreprises.
- **De nombreuses personnes ne sont pas conscientes de la portée de la réglementation des flux financiers également envisagée.** En effet, cela pourrait signifier que les banques ne pourraient plus accorder de crédits aux garagistes, que les flottes de camions devraient être remplacées par des véhicules plus respectueux de l'environnement, etc. Soit ces entreprises n'obtiennent plus de crédits, soit elles doivent accepter de moins bonnes conditions.

Même si nous couvrons toute la Suisse d'installations photovoltaïques, l'électricité solaire reste de l'électricité intermittente que l'on ne peut pas stocker.



Manfred Bühler, conseiller national, avocat et président de l'UDC Berne, maire de Cortébert (BE)

en ruban, c'est-à-dire le besoin de base en électricité consommé chaque jour en Suisse, n'est pas garantie avec l'éolien et le solaire.

La nuit et par mauvais temps, le soleil ne brille pas et, par voie de conséquence, il n'y a alors pas de production d'électricité. C'est justement pendant les mois d'hiver, où les nuits sont longues et le brouillard tenace, que l'électricité solaire est beaucoup trop faible et irrégulière. Tant que l'on ne pourra pas stocker suffisamment d'électricité, nous serons loin de pouvoir couvrir nos besoins en électricité avec l'énergie solaire et éolienne. L'énergie

Des prix plus élevés et un risque

La Suisse et même l'Europe entière manquent d'électricité et font face à un risque réel de pénurie. Les blackouts ont pu être évités de justesse jusqu'à maintenant, mais de nombreux professionnels rappellent que les risques de blackouts pour l'hiver prochain restent entiers en Suisse et en Europe ! Avec la loi extrême sur le gaspillage de l'électricité qui est soumise au peuple le 18 juin, les choses risquent d'empirer gravement. Cette loi entraîne l'interdiction de fait de l'essence, du diesel, du mazout et du gaz. Cela signifie que les besoins en électricité et, par voie de conséquence, les prix de l'énergie vont littéralement exploser !



Mesures contraignantes de l'État :

En cas de pénurie d'électricité, c'est l'État qui décide si et quand nous pouvons écouter de la musique en streaming, regarder des vidéos ou la télévision.
Conséquence : moins de liberté et moins de divertissement !



Pénurie d'électricité :

Sans électricité, pas de retrait d'argent au distributeur automatique. Conséquence : perte de liberté, chaos commercial et incertitude financière !



Manque d'électricité :

Les installations solaires et un courant intermittent pendant l'hiver, nous aurions besoin d'énergie maximale d'hiver, nous aurions besoin de plus d'énergie.
Conséquence : nous devrions avoir des logements et des bureaux à l'énergie maximale d'hiver.



Explosion des prix de l'électricité :

C'est déjà une réalité brutale en Allemagne : des milliers d'entreprises artisanales, comme les boulangers ou les métallurgistes, ferment car elles ne peuvent plus payer la hausse des prix de l'électricité.
Conséquence : chômage !



Pénurie d'électricité :

Si l'électricité vient à manquer, nous ne pouvons plus utiliser Internet en tout temps, les recherches, les échanges de courriers électroniques et bien d'autres choses encore seront limités partiellement ou totalement.
Conséquence : la communication est menacée !



Pénurie d'électricité :

Le manque d'électricité empêche de faire leur lessive. Conséquence : les machines à laver ne fonctionnent plus et plus de vêtements sont jetés.



Familles ? Voici ce qui vous attend !



Hausse des loyers, hausse des primes d'assurance maladie, hausse du coût des denrées alimentaires :

Pour de nombreuses familles, la vie est déjà à peine abordable. Avec la nouvelle loi sur le gaspillage de l'électricité, la situation va encore empirer : les coûts de l'énergie vont littéralement exploser. Selon la technologie utilisée pour produire de l'énergie, on estime que les coûts énergétiques par personne vont tripler en Suisse. On s'attend à des coûts supplémentaires de 6'600 francs. Cela signifie que les coûts actuels d'environ 3'000 francs passeront à 9'600 francs par habitant et par an. **Les loyers des locataires et les charges des propriétaires deviendraient inabornables. Voyager ou conduire une voiture deviendrait un luxe réservé aux riches. La classe moyenne ne pourrait plus se permettre de passer des vacances en famille.**

Une pénurie plus importante

Nous devons tous payer plus cher pour l'énergie et nous n'aurons pourtant pas assez d'électricité pour tout le monde. En effet, les éoliennes et les installations solaires fournissent bien trop peu d'électricité et de manière trop peu fiable pour garantir à tout le monde de l'énergie en suffisance.

Voici les conséquences désastreuses de la loi extrême sur le gaspillage de l'électricité :



Électricité en hiver :

Les éoliennes fournissent trop peu fiable. Pendant les mois d'hiver, il y aura trop peu d'électricité. Les familles continueront à chauffer les radiateurs à une température de 19 degrés.



Rénovations forcées :

Les assainissements forcés seront extrêmement coûteux (élimination des chauffages au mazout ou au gaz en état de marche, isolations, etc.) et seront supportés financièrement par une augmentation significative des charges pour les propriétaires et les locataires.



Explosion du prix de l'électricité :

Si seules les voitures électriques sont encore autorisées à circuler et que le prix de l'électricité explose en raison de sa raréfaction, seules les personnes assez riches pourront encore conduire une voiture. Conséquence : perte de mobilité !



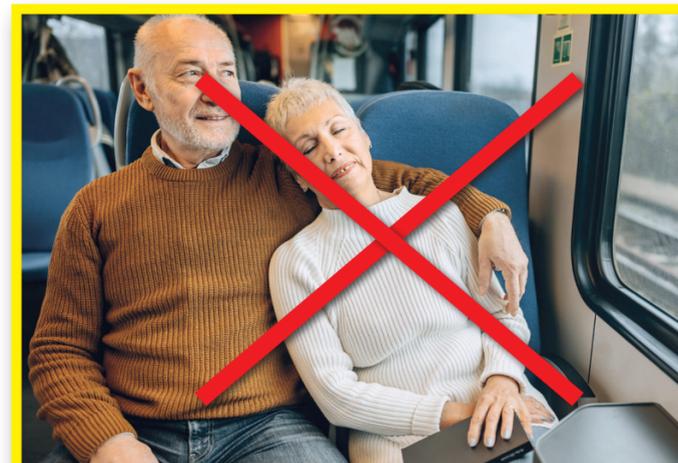
Électricité :

Le manque d'électricité empêchera les familles de faire la lessive. Conséquence : perte d'hygiène et maladies !



Pénurie d'électricité :

Le Conseil fédéral le demande déjà : ne prenez que des douches courtes ou à deux ! Bientôt, nous ne pourrions plus prendre que des douches froides. Conséquence : restrictions et moins d'hygiène.



Pénurie d'électricité :

En raison du manque d'électricité, le chauffage ou la climatisation des trains sera limitée en été, respectivement en hiver. Cela signifie que l'on aura froid ou que l'on transpirera dans un train bondé – si tant est que le train circule, car il n'y a pas assez de courant.

Donc, le 18 juin :

NON
à la loi sur le gaspillage
de l'électricité

Remplacer 60 % de la consommation d'énergie par de l'électricité ? C'est irresponsable et voici pourquoi

La loi sur le gaspillage de l'électricité réduira à néant l'approvisionnement énergétique sûr et abordable de la Suisse. Elle nuit à la nature et sacrifie les paysages pour installer de nouvelles installations de production d'électricité. Des surcoûts massifs et de nouvelles directives étatiques sont ainsi programmés.



Pierre-André Page, conseiller national, agriculteur, Châttonnaye (FR)

Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, la majorité de centre-gauche des Chambres fédérales veut littéralement étouffer l'approvisionnement énergétique. D'ici 2050, plus

aucun gaz à effet de serre ne doit être émis. Cela signifie que toutes les émissions dues au pétrole et au gaz naturel doivent être presque entièrement éliminées.

En d'autres termes, la Suisse doit remplacer environ 60 % de l'approvisionnement énergétique actuel par de l'électricité. Or, les idéologues de la gauche rose-verte ne disent rien sur la manière de réaliser ce remplacement et de sortir en même temps de l'énergie nucléaire.

Doublage de la production d'électricité nécessaire

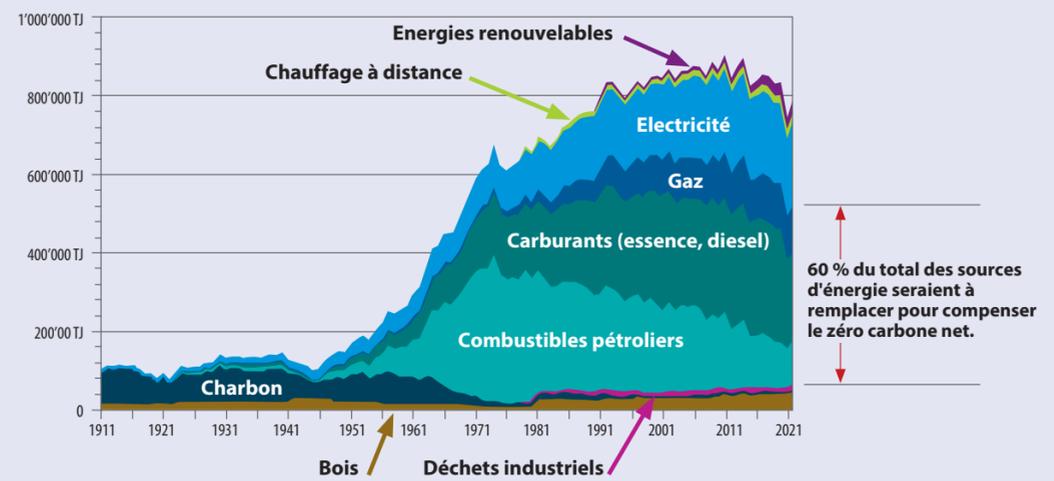
Pour atteindre ces objectifs, la Suisse devra plus que doubler sa production d'électricité. Avec des conséquences radicales pour la nature et le paysage : des dizaines de nouveaux barrages, des milliers d'éoliennes et des millions de mètres carrés de panneaux photovoltaïques doivent être construits à cet effet.

La réalisation de ces objectifs est tout sauf acquise. La seule certitude est que cela ne se fera pas sans restriction et sans interdictions massives. Les coûts de la production d'énergie et de la transformation complète de l'approvisionnement énergétique se chiffrent en milliards de francs. Les chauffages au mazout ou au gaz qui fonctionnent

devront être débarrassés et remplacés par des pompes à chaleur. Toutes les motos et voitures, tous les tracteurs et toutes les tondeuses à gazon ne pourront plus fonctionner qu'à l'électricité. La consommation de viande sera diabolisée et fortement limitée par la propagande étatique. Quiconque produira encore des émissions après 2050 devra les récupérer dans l'atmosphère au moyen de technologies d'émissions négatives à forte consommation d'énergie et extrêmement coûteuses.

« L'abandon du pétrole et du gaz nécessite une telle quantité d'électricité supplémentaire que personne ne sait d'où viendra cette énergie, si elle vient. »

Comment remplacer 60 % de nos besoins énergétiques sans perdre notre prospérité et notre compétitivité ?



Source: Statistique fédérale suisse de l'énergie 2021, Office fédéral de l'énergie (OFE) (FR)

Pénurie d'électricité malgré des coûts massifs

Plusieurs milieux pensent actuellement que cette loi ne les concernera pas, car leurs propres plans « zéro émission » ont été adoptés. Cette manière de penser est bien trop naïve. L'abandon du pétrole et du gaz nécessite une telle quantité d'électricité supplémentaire que personne ne sait d'où viendra cette énergie, si elle vient. Même les plans d'extension les plus audacieux de la Confédération ne suffisent pas, ne serait-ce

qu'approximativement, à combler le manque. A cela s'ajoutent les problèmes de réseau et d'acheminement qu'une telle révolution va provoquer. L'Office fédéral de l'énergie prévoit des coûts supplémentaires de 37 milliards de francs rien que pour ça. De surcroît, des centaines de milliards devront être investis dans de nouveaux chauffages, de nouveaux véhicules et de nouvelles installations de production d'électricité. Nous vivrons inévitablement dans une pénurie permanente d'élec-

tricité. Nous avons vu l'hiver dernier ce qui se passe lorsque l'électricité se fait rare. Les prix ont augmenté de manière démesurée et soudaine. Une autre loi fédérale, dans laquelle il est stipulé que la consommation d'électricité doit baisser à l'avenir, montre à quel point la politique agit de manière totalement irresponsable. Tout cela démontre que les objectifs politiques se situent bien loin des réalités physiques.



Jeunes ? Voici ce qui vous attend !



Vidéos et musique en streaming, Instagram, TikTok, WhatsApp, etc. – les jeunes sont aujourd'hui en ligne presque 24 heures sur 24. Avec la nouvelle loi sur le gaspillage de l'énergie, l'électricité devient une denrée rare. Les blackouts seront inévitables. **Conséquence : l'utilisation du téléphone portable, qui dépend d'une batterie à recharger, devient une question de chance ! C'est ce que tu veux ?**



Pour les jeunes, la vie est déjà chère aujourd'hui. Les loyers sont chers. Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, les chauffages au mazout et au gaz seront interdits. Cela entraîne des transformations onéreuses, ce qui renchérit encore plus le prix des loyers. En plus, le prix de l'électricité augmente aussi, ce qui alourdit d'autant plus le coût des loyers.



Voyager, découvrir d'autres pays et d'autres personnes fait partie de la vie. Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, cela coûtera de plus en plus cher, car l'essence et le diesel seront de facto interdits. En fin de compte, la gauche rose-verte veut restreindre et interdire nos voyages. **Veux-tu renoncer à ta liberté et te laisser dicter ton comportement ?**



Voici ce que disent les experts :

« Nous devons renoncer à l'idée que nous pourrions couvrir tous nos besoins énergétiques avec de l'énergie renouvelable produite dans le pays. »¹

Prof. Andreas Züttel, EPFL

« Cette crise en Suisse est en grande partie notre propre faute. La Stratégie énergétique 2050 a été construite sur du vent. On est parti du postulat qu'il n'y aurait plus de croissance démographique et que la population réduirait sa consommation d'électricité. De même, lors de la votation en 2017 sur la Stratégie énergétique 2050, la mobilité électrique ne figurait pas dans les scénarios. Il s'agissait d'une utopie qui n'aurait jamais fonctionné d'une manière ou d'une autre. »³

André Dosé, sident Swissgas

« Nous avons besoin de beaucoup plus d'électricité que maintenant. Nous n'y arriverons pas avec les seules sources d'énergie renouvelable. Dans l'histoire, on n'a jamais renoncé à une source d'énergie fiable sans savoir comment la remplacer. Vouloir le faire aujourd'hui est une erreur. »⁵

Prof. Tobias Straumann, historien de l'économie

« Avec les changements prévus dans la loi, soit chauffage et mobilité électriques uniquement, fermeture des centrales nucléaires, pas d'importations, photovoltaïque comme nouvelle source centrale d'électricité - il manquerait environ 50 % d'électricité à la Suisse pendant les mois d'hiver. »²

Prof. em. Lino Guzzella, EPFZ

« J'ai toujours été convaincu que la Stratégie énergétique 2050 se basait sur des projections erronées. Soyons lucides et posons le seul constat qui s'impose : cette stratégie a échoué. »⁴

Christoph Mäder, président d'Economiesuisse

« Concrètement, le fameux tournant énergétique se fera dans le réseau électrique. L'extension du réseau nécessaire à cet effet coûtera sensiblement plus cher à chaque consommateur d'électricité dans les zones rurales et dans les centres urbains. »⁶

Tobias Habegger, BKW Energie SA

« La stratégie énergétique de la Confédération se fonde sur l'espoir. Or l'espoir n'est pas une stratégie. »⁷

Dr. Georg Schwarz, géophysicien

¹ NZZ Magazin, 5.2.2022; communiqué de presse sur <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-87241.html> | ² Conférence donnée à l'Assemblée des délégués de l'UDC Suisse, 18.3.2023 | ³ NZZ, 7 juillet 2022 | ⁴ NZZ, 9.9.2022 | ⁵ Schweiz am Wochenende, 16 juillet 2022 | ⁶ Sonntagszeitung, 12.3.2023 | ⁷ NZZ, 24.1.2023

La « loi sur le gaspillage de l'électricité » augmente les loyers de tout le monde



Hans Egloff, anc. conseiller national/président de la fédération immobilière HEV Schweiz, Aesch (ZH)

La loi fédérale sur la protection du climat (LCI) implique en clair l'interdiction de consommer des énergies fossiles. La « loi sur la protection du climat » n'autorise plus que le chauffage à l'électricité, à l'exception du chauffage au bois et à distance. La consommation et le prix de l'électricité vont augmenter massivement. Les logements deviendront bien plus chers. L'électricité est déjà maintenant une denrée plus rare et donc plus chère qu'avant. Les blackouts menacent.

La loi sur la protection extrême du climat (LCI) fixe un cap avec des objectifs de réduction concrets. D'ici 2040, les émissions de gaz à effet de serre, si possible à l'intérieur du pays, doivent être réduites de 75 % par rapport à 1990. Des objectifs intermédiaires s'appliquent aux bâtiments, aux transports et à l'industrie. Dans le secteur du bâtiment, les propriétaires de maisons sont confrontés aux valeurs indicatives les plus strictes de tous les secteurs. Alors que l'industrie doit réduire ses émissions de 50 % d'ici 2040 et les transports de 57 %, le secteur du bâtiment doit les réduire de 82 %. A partir de 2050, les transports et les bâtiments ne pourront plus émettre de gaz à effet de serre, tandis que l'industrie devra réduire ses émissions de 90 %. La loi prévoit 3,2 milliards de francs d'aides financières pour le remplacement des chauffages fossiles et les assainissements ainsi que pour la promotion de nouvelles technologies. Sur 10 ans, 2 milliards de francs supplémentaires seront ainsi alloués pour la rénovation des bâtiments.

Des investissements titanesques
40 % des 900'000 chauffages à énergies

fossiles en Suisse ont moins de 10 ans et sont donc à peine à la moitié de leur cycle de vie. 80 % des propriétaires de maisons seront contraints de passer à un « chauffage électrique optimisé » (pompe à chaleur). L'utilisation de pompes à chaleur n'est pas possible partout et nécessite généralement, pour des raisons d'efficacité, des améliorations thermiques supplémentaires onéreuses telles que l'adaptation de la distribution du chauffage, le remplacement des fenêtres et l'optimisation de l'enveloppe du bâtiment en termes d'isolation. L'investissement initial pour les mesures énergétiques exigées doit être effectué directement et intégralement, même si les dépenses peuvent être amorties sur la durée de vie des éléments de construction.

Risque de pénurie d'électricité pour nous tous

La consommation actuelle d'électricité, d'environ 60 TWh, devrait atteindre un peu plus de 90 TWh à l'avenir. En raison de l'augmentation globale des besoins en électricité et de la fermeture progressive des centrales nucléaires suisses d'ici

2044, il y aura un déficit de production de 37 à 47 TWh, qui devra être comblé par la construction de nouvelles installations. La « loi sur la protection du climat » ne répond pas à la question du remplacement de ses sources de production classiques par des sources d'énergie renouvelables. En clair, c'est nous tous, en tant que consommateurs d'électricité, qui devrons assumer le risque !

Les coûts de logement augmentent massivement

Les propriétaires, les copropriétaires et les locataires qui se chauffent déjà avec des énergies renouvelables devront également s'attendre à une hausse massive des prix de l'électricité et à des blackouts. Alors que les charges de logement augmentent pour tout le monde, la sécurité de l'approvisionnement diminue. Dans les bâtiments chauffés aujourd'hui au mazout ou au gaz, les installations de chauffage plus récentes devront également être remplacées prématurément. C'est très onéreux et économiquement absurde. Un remplacement rapide et simple du chauffage n'est déjà plus possible aujourd'hui en raison du manque



Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, des logements bon marché seront détruits. En effet, la loi oblige les propriétaires de maisons équipées de chauffages au mazout ou au gaz à prendre des mesures de remplacement et de rénovation extrêmement onéreuses, même si les chauffages au mazout et au gaz sont en parfait état de fonctionnement. Dans la plupart des cas, les baux à loyer seront dénoncés pour permettre de réaliser ces travaux et les logements seront ensuite beaucoup plus chers qu'avant. C'est antisocial et dangereux.

de personnel qualifié et des longues listes d'attente pour les autorisations de subvention. En cas de panne de chauffage, des solutions provisoires complexes particulièrement chères sont nécessaires pour pallier le manque de chauffage.

Inabordable pour les familles et les personnes âgées

Les personnes âgées et les familles aux revenus modestes et moyens souffriront des prix élevés de l'électricité et des coûts de rénovation imposés. Pour les propriétaires de bâtiments construits en 1990 et avant,

l'augmentation des coûts de l'électricité et les rénovations imposées par l'État rendront le logement deux fois plus cher, ce qui contraindra de nombreux seniors à vendre leur maison. Pour beaucoup de jeunes et de familles, il ne sera plus possible d'épargner pour devenir propriétaire. L'acquisition d'une maison individuelle reste probablement un rêve pour beaucoup de gens, mais il deviendra un cauchemar si cette loi est acceptée. En effet, la loi fédérale sur la protection du climat renchérira massivement le logement pour tous et mettra en péril de manière précipitée la sécurité de l'approvisionnement au détriment de notre société.



La loi fédérale sur la protection du climat est précipitée, dangereuse et onéreuse. Plusieurs associations immobilières, telles que HEV Schweiz, recommandent de voter NON lors de la votation du 18 juin 2023.

Interdire la viande ?

Avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, des nuages sombres s'amoncellent sur l'agriculture, sur le secteur alimentaire suisse et sur les consommateurs.



Jacques Nicolet, conseiller national, agriculteur, Lignerolle (VD)

La « neutralité carbone » imposée par cette loi, signifie que les tracteurs qui roulent au diesel seront interdits, que le carburant pour les groupes électrogènes sur les alpages ne sera plus autorisé, que de nombreuses entreprises et artisans utilisant des combustibles fossiles pour le conditionnement, la conservation et la transformation de denrées alimentaires, seront pénalisés dans leur activité, sans alternative économiquement supportable.

L'État veut ainsi dicter le contenu de nos assiettes et la consommation de viande sera réduite de deux tiers, du fait que les bovins émettent du méthane, un gaz à effet de serre.

L'élevage bovin sera massivement limité alors que la surface agricole utile en Suisse

est constituée à 70 % de prairies, ce qui signifie que seule l'herbe y pousse, que les bovins la mangent, la transforme en lait et en viande, permettant de nourrir une partie de la population du pays, ce qui constitue un cycle écologique merveilleusement bien rodé.

La loi sur le gaspillage de l'électricité va interdire tout ça et nos pâturages ne seront plus parcourus par des bovins, les régions touristiques et les alpages ne seront plus entretenus.

Les élevages bovins ne seront pas les seuls à être touchés par cette loi qui impactera l'ensemble des effectifs d'animaux par une réduction drastique de l'élevage en Suisse. L'alimentation deviendra plus chère, la viande sera réservée aux plus riches et les consommateurs seront contraints de passer à la caisse.

L'affaiblissement de la production indigène et du secteur alimentaire nous rendra encore plus dépendants des importations de denrées alimentaires étrangères, alors que nous importons déjà la moitié de notre nourriture.

La sécurité alimentaire de notre pays ne doit pas être sacrifiée par les utopies de la politique rose-verte portées par cette loi sur le gaspillage de l'électricité.

Ne vous laissez pas dicter le contenu de vos assiettes, votez Non le 18 juin à la loi sur le gaspillage de l'électricité.

Prendre le volant d'une voiture sera-t-il bientôt une affaire de riches ?

La loi sur le gaspillage de l'électricité est un l'archétype même du cadeau empoisonné astucieusement emballé : elle trompe la population et met en danger notre prospérité !



Jean-Pierre Grin, conseiller national, agriculteur, Pomy (VD)

Cette loi semble inoffensive. Elle s'intitule : « loi fédérale du 30 septembre 2022 sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI). » Pas de quoi effrayer un chat, pensez-vous ? Détrompez-vous ! La loi sur le gaspillage de l'électricité est un loup déguisé en mouton.

Interdiction de l'essence et du diesel

Si la Suisse doit réduire ses émissions de CO₂ à un niveau nul (zéro émission nette), cela revient à interdire de facto l'essence, le diesel, le gaz et le mazout. Même si les partisans prétendent le contraire ! Les camions, les voitures,

les motos et les avions ne pourraient plus fonctionner qu'à l'électricité ou avec des carburants alternatifs. Les carburants alternatifs devraient également être produits majoritairement à l'électricité, alors que nous manquons déjà d'électricité. C'est bien connu : plus quelque chose est rare, plus son prix est élevé. Première conséquence de la loi sur le gaspillage de l'électricité : les prix de l'énergie vont augmenter massivement. C'est le peuple, nous les contribuables, nous les automobilistes, qui paierons la note.

Rouler en voiture coûtera beaucoup plus cher

« Le Conseil fédéral et le Parlement n'hésiteront pas à augmenter drastiquement le prix de l'essence et du diesel. »

La réponse est évidente : le Conseil fédéral et le Parlement n'hésiteront pas à augmenter drastiquement le prix de l'essence et du diesel. Le tableau est trop sombre ? Au contraire ! Une étude de l'EPFL calcule que la loi sur le gaspillage de l'énergie fera plus que tripler les coûts énergétiques, qui passeront de 3'000

francs actuellement à 9'600 francs par personne et par an ! Finalement, seuls les riches pourront s'offrir une voiture et se payer leur mobilité.

Pas d'interdiction dogmatique des technologies

Au lieu d'aborder le thème important de la protection du climat de manière ouverte et pragmatique, la loi sur le gaspillage de l'électricité menace notre prospérité : elle nuit à l'économie, menace gravement des emplois et entraîne une hausse massive des coûts énergétiques pour chacun d'entre nous.

Les garagistes suisses disent NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité

L'Union professionnelle suisse de l'automobile (UPSA) est l'association professionnelle des garagistes suisses. L'UPSA représente environ 4'000 petites, moyennes et grandes entreprises, des représentations de marques ainsi que des garages indépendants. Avec un total de 39'000 collaborateurs – dont environ 9'000 dans la formation initiale et continue. L'association a décidé de recommander le Non à la loi sur « le gaspillage de l'électricité. »

AGVS | UPSA

Auto Gewerbe Verband Schweiz
Union professionnelle suisse de l'automobile
Unione professionale svizzera dell'automobile

La stratégie énergétique repose sur des données démographiques totalement erronées

La Suisse a fait de grands progrès en matière d'efficacité énergétique. Mais l'immigration massive réduit à néant toutes les économies réalisées. La population doit payer des prix de l'électricité toujours plus élevés et subit parallèlement plus d'interdictions et plus de restrictions.



Yves Nidegger, conseiller national et avocat, Genève (GE)

Cette contradiction entre le renchérissement du prix et la baisse de la qualité du service devrait nous faire réfléchir : depuis 2001, la consommation d'électricité par habitant a diminué de 10 % en Suisse, principalement grâce à des technologies innovantes et à une meilleure efficacité énergétique. L'agriculture, la sylviculture et les entreprises industrielles ont apporté la plus grande contribution à ce bon résultat.

Tout est bien dans le meilleur des mondes ? Non. Bien que nous ayons économisé 10 % d'électricité par habitant, la consommation totale d'électricité en Suisse a augmenté de 6,4 %. Même évolution pour les gaz à effet de serre. Moins d'émissions par habitant, mais une augmentation globale.

Il y a une explication simple à cette situation : l'explosion démographique en Suisse entraîne une augmentation massive de la consommation de ressources.

Si l'on veut parler de politique environnementale et énergétique, il faut donc aussi aborder le thème de l'immigration ! Celui qui veut une Suisse durable devrait également être favorable à une politique d'immigration durable. Tout le reste est une imposture.

Les experts se sont trompés de 27 ans

La population de la Suisse est passée de 7,2 millions (2001) à près de 9 millions. Rien que l'année dernière, 180'000 personnes supplémentaires ont immigré

« Les experts se sont trompés de 27 ans ! Avec des conséquences fâcheuses pour notre approvisionnement en électricité. »

en Suisse. Cela correspond pratiquement au nombre d'habitants de la ville de Genève. En une seule année !

Ces 180'000 personnes consomment de l'électricité, de l'eau, de l'essence et du mazout. Elles génèrent des émissions de CO₂ et de gaz à effet de serre. En bref et en toute logique, elles ont besoin de ressources pour vivre.

La Stratégie énergétique 2050 a précisément mal évalué ce point important : on est parti du principe que la Suisse n'aurait environ 9 millions d'habitants qu'en 2050. Les experts se sont trompés

de 27 ans ! Avec des conséquences fâcheuses pour notre approvisionnement en électricité : nous avons déjà beaucoup trop peu d'électricité et son prix explose. En fait, nous avons une stratégie énergétique qui repose sur des hypothèses totalement erronées.

L'immigration consomme la production d'électricité de la centrale nucléaire de Gösgen

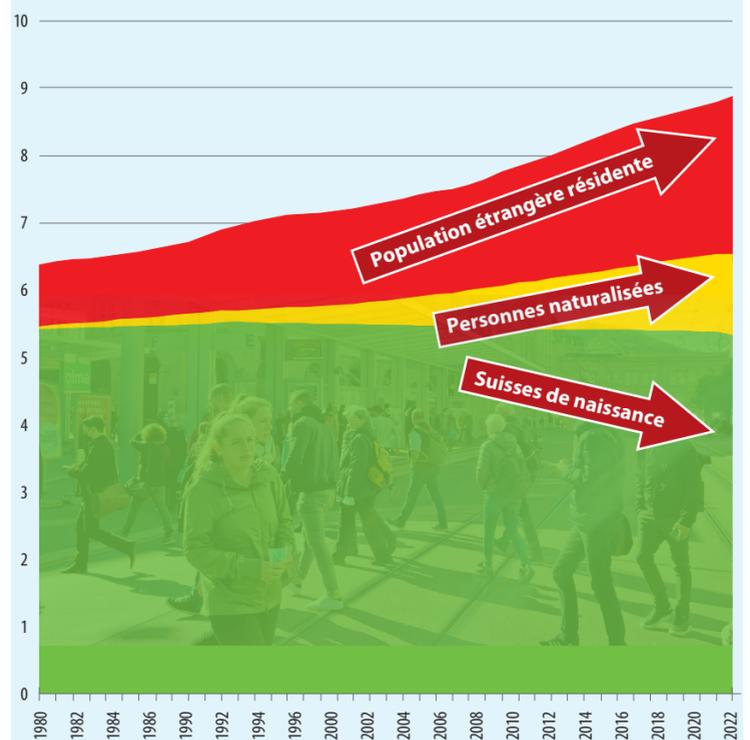
Rien qu'en raison de l'immigration nette depuis 2001, nous avons aujourd'hui besoin de 16,5 % ou de 9 térawattheures d'électricité supplémentaires. A titre de comparaison, la production annuelle d'électricité de la centrale nucléaire de Gösgen est de 8 TWh.

Quelles en sont les conséquences ? Au lieu de corriger sa politique énergétique ratée, la Berne fédérale réagit en imposant toujours plus de restrictions et d'interdictions aux personnes qui vivent ici. Imposer une température ambiante de 19 degrés ou des douches à deux ne sont que des manœuvres de diversion qui masquent le vrai souci lié à l'explosion démographique due à une immigration massive.

La croissance démographique affolante et ses conséquences sur la consommation de ressources ainsi que le bétonnage du paysage ne peuvent plus être passés sous silence.

L'augmentation massive de la population suisse due à l'immigration et à la naturalisation réduit à néant tout effet d'économie d'électricité !

(Données en millions d'habitants)



Source : Office fédéral de la statistique (OFS)

Nombre total d'immigrés due à une immigration incontrôlée en Suisse en 2022 :

Immigration nette depuis l'UE, les pays tiers, l'asile et le statut de protection en 2022 :

- plus 180'000 personnes en un an ! A cela s'ajoutent 52'000 entrées illégales ;
- principalement en provenance d'Afghanistan et d'Afrique du Nord ;
- personne ne sait où se trouvent ces personnes actuellement ;
- des bandes criminelles de passeurs organisent l'immigration, par les routes de l'asile, de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, d'Irak, etc.

Le statut S entraîne des charges supplémentaires massives

Dépenses de la politique d'asile de la Confédération en 2021 : **1.5 milliard de francs.**

Dépenses de la politique d'asile budgétées en 2023 : **plus de 4 milliards de francs.**

- Soit 450 francs d'impôts par personne et par an !

La politique d'asile coûte aujourd'hui plus de 4 milliards de francs à la Confédération.

L'agriculture nous coûte 3,7 milliards de francs.

L'armée coûte 5,3 milliards de francs.

Conclusion 1 :
trop d'immigrés arrivent en Suisse ...

Conclusion 2 :
... et ce ne sont pas les bons !



Michaël Buffat, conseiller national, conseiller financier indépendant, Vuarrens (VD)

La Suisse est pleine à craquer ! Lorsque mon arrière-grand-père est né à la fin du XIX^e siècle, le pays comptait 3 millions d'habitants. À ma naissance en 1979, ils étaient un peu plus de 6 millions. Aujourd'hui, en tenant compte des nombreux sans-papiers illégaux, nous avons dépassé depuis longtemps la barre des 9 millions de personnes.

Des classes d'école sans aucun enfant suisse ?

La plupart des problèmes dont nous souffrons sont liés à l'immigration de masse incontrôlée : les logements sont de plus en plus difficiles à trouver et sont

devenus inabordables pour de nombreuses personnes.

Les 200 éoliennes autorisées par le Parlement produisent à peine 1 térawattheure (TWh) d'électricité. Or, l'immigration nette de 180'000 personnes de l'année dernière nécessite à elle seule 1,3 TWh. L'immigration de masse induit donc aussi un problème d'approvisionnement électrique et énergétique.

Les heures d'embouteillage sur les routes ont quadruplé depuis l'introduction de la libre circulation des personnes. Les hôpitaux sont à bout de souffle, bien qu'il n'y ait plus d'urgence ou de sur-occupation liée à la pandémie de Covid-19.

Dans les classes d'écoles, il n'y a souvent plus que 2 ou 3 enfants qui ont des racines suisses. Finalement, on se demande qui doit s'intégrer à qui en Suisse ? Les étrangers pèsent de manière disproportionnée sur les coûts sociaux.

« Finalement, on se demande qui doit s'intégrer à qui en Suisse ? »

L'immigration aggrave la pénurie de la main-d'œuvre qualifiée

Tout le monde parle de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Pourtant, seule la moitié des immigrés exerce une activité professionnelle. L'immigration de masse aggrave la pénurie ; on a à nouveau besoin de collaborateurs supplémentaires dans les hôpitaux et les écoles, dans l'administration et la restauration, etc. C'est le serpent qui se mord la queue ! Les prisons sont aussi majoritairement peuplées de personnes issues de l'immigration.

La Suisse ne doit pas devenir la nouvelle Hong-Kong

Un développement démographique durable est absolument nécessaire pour protéger notre environnement ; c'est dans l'intérêt de notre mode de vie. Nos infrastructures (transports publics, écoles, routes, hôpitaux) sont à bout de souffle, la sécurité de l'approvisionnement en électricité et en denrées alimentaires n'est plus garantie. La Suisse, avec sa qualité de vie élevée, ne doit pas devenir la nouvelle Hong-Kong.

La Suisse est un modèle

La Suisse est exemplaire en termes de protection de l'environnement. Les émissions de CO₂ par habitant ont été réduites de 40 %.

La loi extrême sur le gaspillage de l'électricité n'est pas la bonne voie : elle interdit des technologies et défigure la nature sans résoudre le problème.



Céline Amaudruz, conseillère nationale et vice-présidente de l'UDC Suisse, Genève (GE)

Les Suissesses et les Suisses sont respectueux de l'environnement ; nous prenons soin de notre patrie. La Suisse est pionnière en termes de recyclage et de nouvelles technologies environnementales. Aucune population au monde ne collecte le verre usagé (94 %) et le PET (81 %) de manière aussi exemplaire que nous.

La Suisse dispose de ressources telles que le sol, l'air et l'eau - particulièrement propres. L'eau du robinet est potable et de grande qualité. Près d'un tiers de la surface suisse est

recouvert de forêts et la diversité des espèces d'arbres évolue positivement.

« La Chine produit autant de CO₂ en un jour que la Suisse en une année entière. »

Où se situe la Suisse en matière de CO₂ ? En 2021, les émissions mondiales de CO₂ s'élevaient à environ 36 milliards de tonnes. Les plus

grands producteurs de CO₂ sont la Chine avec 11,4 milliards de tonnes ; les États-Unis avec 5 milliards de tonnes ; l'Inde avec 2,7 milliards de tonnes.

La Suisse est sur la bonne voie. Ses émissions de CO₂ s'élèvent à environ

35 millions de tonnes par an. Cela ne représente même pas 1/1000 (un millième) du CO₂ produit par l'homme dans le monde. En d'autres termes, la Chine produit autant de CO₂ en un jour que la Suisse en une année entière.

Les interdictions technologiques mènent à la marginalisation

La Suisse a réduit ses émissions de CO₂ de 22 % depuis 1990, alors que la population a augmenté d'environ 2 millions de personnes ! Les émissions de CO₂ par habitant ont même pu être réduites de 40,4 % depuis 1990 !

Les chiffres le prouvent : Notre pays est sur la bonne voie en termes de politique climatique, notamment grâce aux progrès technologiques. Nous devons continuer sur cette voie. La loi sur le gaspillage de l'électricité n'est pas la bonne voie : elle interdiera des technologies et défigurera la nature avec des milliers d'éoliennes. Elle coûtera des centaines de milliards de francs à la population, sans avoir la moindre influence sur le climat mondial.

¹ https://edgar.jrc.ec.europa.eu/report_2022#emissions_table
<http://www.globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions>

² De 44,96 millions de tonnes (1990) à 35,07 millions de tonnes (2021)



Mettre en danger la sécurité énergétique ?



Bruno Walliser, conseiller national, maître ramoneur, Volketswil (ZH)

« La loi sur le gaspillage de l'électricité entraînera l'interdiction du gaz et du mazout. Les chauffages au gaz et au mazout qui fonctionnent devront être remplacés inutilement par des pompes à chaleur gourmandes en électricité. »



Mettre en danger la sécurité énergétique ?



Stefanie Heimgartner, conseillère nationale, entrepreneuse dans le domaine des transports, Baden (AG)

« La loi sur le gaspillage de l'électricité entraîne l'interdiction de fait de l'essence et du diesel. Les camions électriques ou à hydrogène sont extrêmement onéreux ; les coûts de transport des biens de consommation courante comme les produits alimentaires vont exploser. Les surcoûts seront conséquents pour chaque ménage. »



Mettre en danger la sécurité énergétique ?



Dr. Hans-Jörg Bertschi, entrepreneur, Dürrenäsch (AG)

« Selon une étude de l'EPFZ, la sortie des énergies fossiles sans plan B avec la prétendue loi sur le climat nécessiterait 17 centrales de pompage-turbinage de la taille de la Grande Dixence ainsi que 5'000 éoliennes et 70 millions de m² de panneaux solaires en Suisse. En raison des oppositions, en 20 ans, nous n'avons même pas réussi à rehausser le barrage du Grimsel de 23 mètres et à doubler sa capacité de production ! Cette loi invraisemblable menace l'industrie, les emplois et la prospérité de la Suisse. »

La Suisse ne peut pas sauver le climat !

Cette loi ne sauvera pas le climat. Les seuls effets de ces utopies politiquement correctes seront de nouvelles interdictions légales et des centaines de milliards de coûts supplémentaires à charge de la population suisse.



Michael Graber, conseiller national, avocat et notaire, Brigue (VS)

La « loi sur la protection du climat » est mensongère et coûteuse et elle ne fait pas l'objet d'un large consensus social. Il s'agit en fait d'un contre-projet indirect à « l'initiative sur les glaciers » et c'est la majorité de centre-gauche du Parlement qui est à la genèse de cette nouvelle loi. C'est pourquoi ce contre-projet a apaisé les initiants à tel point qu'ils ont retiré leur initiative.

La liste des noms du comité d'initiative est un véritable « Who's Who (qui est qui) » d'un conte de fées romancé par la gauche rose-verte : on y trouve entre autres la présidente de Greenpeace, le président des Verts, les co-présidents de l'Association suisse pour la protection du climat et des

activistes de la grève du climat. Ils veulent nous faire croire que nous pouvons sauver les glaciers et même « le climat » avec cette loi.

Interdictions et surcoûts massifs

Avec cette loi extrême, la Suisse doit atteindre impérativement la neutralité carbone (zéro émission nette) d'ici 2050. Or, cela n'est possible qu'en interdisant le mazout, l'essence, le diesel et le gaz. Seule l'électricité resterait autorisée, ce qui doublerait nos besoins en la matière. Or, nous manquons déjà d'électricité aujourd'hui. C'est pourquoi la « loi sur la protection du climat » est mensongère, car elle est en réalité une loi sur le gaspillage de l'électricité ! Au total, la neutralité carbone coûterait au moins 387 milliards de francs ! Mais qui paiera cette politique irresponsable ? Quel est l'intérêt d'installer en Suisse des panneaux solaires fabriqués en Chine avec de l'électricité sale produite à partir de charbon et qui ne produisent pas assez d'électricité pendant les mois d'hiver ?

Quel est le sens de passer aux voitures électriques - alors que nous manquons d'électricité - quand nos voitures à essence et diesel sont réexportées ?

Quel est le sens d'émettre de moins en moins de CO₂ par habitant et, parallèlement, de voir arriver chaque année des dizaines de milliers d'immigrés qui augmentent la consommation globale parce qu'ils sont mobiles et se chauffent en hiver ?

La loi ne sauvera pas le climat

La loi sur le gaspillage de l'électricité est coûteuse, dangereuse et mensongère. Elle coûte aux Suisses des centaines de milliards de francs et n'aura aucune influence sur le climat mondial. En effet, les émissions totales de CO₂ de la Suisse ne représentent que 0,1 % des émissions mondiales de CO₂ !

En réalité, la Suisse est déjà exemplaire en matière de protection du climat. Au cours des dix dernières années, nous avons réduit les émissions de CO₂ par habitant d'environ 20 % et ceci malgré une croissance démographique massive. La poursuite de cette évolution permettrait de réduire de moitié les émissions de CO₂ d'ici 2030 par rapport à 1990. L'engagement que la Suisse a pris dans le cadre de l'Accord de Paris est ainsi atteint et dépassé.

Le fait est que tant que des pays comme l'Inde ou la Chine consomment

des quantités sans aucune commune avec la Suisse, tant que d'immenses réservoirs de CO₂ comme la forêt tropicale seront abattus sans ménagement, les glaciers reculeront. La loi sur le gaspillage de l'électricité ne sauvera pas le climat. Et c'est pour cette utopie que nous devrions sacrifier notre prospérité, notre compétitivité et notre capacité d'innovation ? Certainement pas ! C'est pourquoi il faut rejeter cette loi mensongère le 18 juin.



La Suisse n'est responsable que d'un millième des émissions mondiales de CO₂. Nous ne sauverons pas le climat, mais détruirons notre prospérité.



Locataires ? Voici ce qui vous attend !

-  **Encore plus de charges à payer pour l'électricité !** Avec le projet de loi sur le gaspillage de l'électricité, les prix de l'électricité vont encore augmenter massivement.
-  **Résiliations pour rénovations forcées :** les rénovations de maisons imposées conduiront à ce que de nombreuses maisons soient entièrement rénovées. Tous les loyers seront alors résiliés. Et après la rénovation, les logements seront beaucoup plus chers et ne seront plus abordables pour beaucoup des anciens locataires.
-  **De moins en moins d'argent pour vivre !** Pour les locataires qui gagnent normalement leur vie, cela signifie qu'ils ne travailleront presque plus que pour payer leur logement. Il ne leur restera plus rien pour vivre leur vie.



Interdire les voitures à essence ?

NON

à la loi sur le gaspillage
de l'électricité

Loi fédérale sur le climat LCI



Mettre en danger la sécurité énergétique ?



Werner Scherrer, président de l'association des PME et des artisans du canton de Zurich KGV, Bülach (ZH)

« L'explosion des coûts de l'énergie brisera le cou de nombreux commerçants et artisans. Aujourd'hui déjà, les prix de l'électricité ont plus que doublé en de nombreux endroits. »



Mettre en danger la sécurité énergétique ?



Nadja Umbricht-Pieren, conseillère nationale, co-directrice d'une crèche, Kaltacker (BE)

« En raison de l'augmentation massive des prix de l'essence et du diesel, seuls les riches pourront encore se permettre de rouler en voiture. Les artisans, les PME et la population rurale seront les premiers à en souffrir. Voilà pourquoi je dis NON à la loi sur le gaspillage de l'électricité ! »

Je m'engage pour que nous puissions continuer à bénéficier d'un approvisionnement en électricité sûr et abordable en Suisse !

Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les activités de la campagne contre la loi sur le gaspillage de l'électricité. Veuillez indiquer votre adresse e-mail.

Ich bestelle _____ Flyer für Strassenaktionen oder zum Verteilen an Anlässen oder in Briefkästen.

Je sponsorise la distribution par la poste du flyer de campagne directement sur la plateforme d'envoi en ligne <https://www.prospectus-partout.ch/crise-energie-non/sponsoriser> dans les communes que j'ai sélectionnées.

Je suis prêt(e) à mettre à disposition mon terrain, ma grange, le mur de ma maison pour des placer des affiches de campagne. Veuillez m'envoyer :

_____ affiches en papier A2 (42,0 x 59,4 cm)

_____ affiches papier F4 format mondial (89,5 x 128 cm)

_____ affiches candélabre F4 format mondial (89,5 x 128 cm)

_____ affiches candélabre B1 (70 x 100 cm)

J'écris volontiers un courrier de lecteur. Veuillez prendre contact avec moi.

Je soutiens la campagne contre le gaspillage de l'électricité par un don.

Je verse _____ francs sur le compte :
IBAN : CH13 0023 5235 8557 0102 L

Veuillez m'envoyer un bulletin de versement.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bulletin de vote pour la votation
du 18 juin 2023

Acceptez-vous la loi fédérale du 30 septembre 2022 sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI) ?

Réponse

NON

Adresse du domicile :

Nom/Prénom

Rue

NPA / Lieu

Téléphone

E-mail

Date/Signature

Découper, photographier ou scanner le talon et l'envoyer à :
Comité interpartis contre la loi sur le gaspillage de l'électricité
c/o UDC Suisse
Case postale
3001 Berne